



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

réforme

Question au Gouvernement n° 1848

Texte de la question

RÉFORME DE L'ASSURANCE MALADIE

M. le président. La parole est à Mme Catherine Génisson, pour le groupe socialiste.

Mme Catherine Génisson. Monsieur le ministre des solidarités, de la santé et de la famille, de nombreux professionnels de santé sont inquiets. Médecins urgentistes, psychiatres, futurs médecins, personnels des hôpitaux publics, tous s'opposent à votre politique de démantèlement du service public de la santé.

(Protestations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)

Je sais de quoi je parle : j'étais de garde ce week-end.

Nos concitoyens sont également inquiets. Les professionnels de santé, du secteur libéral comme du secteur public, sont épuisés. Ils ne savent plus où aller. Tous s'opposent à votre politique de démantèlement. Les médecins généralistes désapprouvent votre ersatz de réforme et dénoncent la mise en place d'une médecine à deux vitesses.

Il n'est pas normal, il n'est pas juste que les médecins spécialistes soient mieux rémunérés quand un patient est en dehors du parcours de soins. Les professionnels de santé ne sont pas incités à faire de la prévention. Vous n'encouragez pas les patients à entrer dans une démarche de soins ; au contraire, vous les sanctionnez une fois de plus.

Vous mettez à bas la réforme essentielle, voulue par le gouvernement de Lionel Jospin, qu'a été la reconnaissance de la médecine générale comme spécialité à part entière. Nous répétons une nouvelle fois que le médecin généraliste ne doit pas être le sous-traitant du système de soins. Pourquoi avoir souhaité la fin du médecin référent, qui soigne, qui fait de la prévention auprès d'un million de personnes parmi les plus fragiles ? La convention médicale signée n'est que la concrétisation de l'injustice de votre politique en matière de protection sociale. Les dépenses continuent de courir et vous ne faites que punir un grand nombre de Françaises et de Français et rendre plus précaire leur situation.

Derrière les effets d'annonce, monsieur le ministre, la réalité est tout autre : vous êtes en train de faire de la santé une marchandise comme une autre.

Ma question est simple : quand allez-vous concrètement reconnaître le rôle du médecin généraliste et demander une renégociation de la convention médicale ? *(Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe socialiste.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille.

M. Philippe Douste-Blazy, ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Madame la députée, la meilleure réponse que l'on peut apporter à ceux qui douteraient de l'acceptation de la convention est donnée par les Français eux-mêmes puisque, chaque semaine, la Caisse nationale d'assurance maladie reçoit 50 000 formulaires. Ainsi, 600 000 lui sont parvenus à ce jour. *(Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Mme Martine David. Évidemment, c'est une obligation pour eux !

M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Cette convention a été signée par les syndicats majoritaires des médecins généralistes et des médecins spécialistes. *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.)* Dire le contraire est un mensonge. *(Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

M. Jean Glavany. Vous êtes expert en la matière !

M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Par ailleurs, madame Génisson, je tiens à souligner que s'il y a une convention qui valorise les médecins généralistes, c'est bien celle-là.

M. Jean Glavany. Ce n'est pas ce qu'ils disent !

M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille. Celle qu'avait mise en place Lionel Jospin avait abouti au système du médecin référent. Or savez-vous combien de patients dans notre pays y avaient recours ? Deux pour cent ! *(Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. -Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)*

M. Jean Glavany. C'est faux !

M. le ministre des solidarités, de la santé et de la famille. C'est peut-être votre idée de l'égalité, mais ce n'est pas la mienne ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. - Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Aujourd'hui, un médecin de famille est celui qui connaît vos antécédents, ceux de vos parents et de vos enfants ainsi que les problèmes que vous avez rencontrés en matière de traitements. Doté d'une vision globale de votre santé, c'est lui qui vous soigne le mieux. Les Français ne s'y trompent pas puisqu'ils estiment que les médecins généralistes doivent être mieux reconnus, comme nous les incitons à le faire. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire. -Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.)*

Données clés

Auteur : [Mme Catherine Génisson](#)

Circonscription : Pas-de-Calais (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1848

Rubrique : Assurance maladie maternité : généralités

Ministère interrogé : solidarités, santé et famille

Ministère attributaire : solidarités, santé et famille

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 2 février 2005

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 2 février 2005